

**ACCORD GENERAL SUR LE  
COMMERCE DES SERVICES**

---

GATS/SC/79  
15 avril 1994  
(94-1076)

**SRI LANKA**

**Liste d'engagements spécifiques**

(Seul le texte anglais fait foi)

---



SRI LANKA - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>3) <u>Investissements étrangers</u>: certaines limitations, conditions ou réserves s'appliquent expressément à certaines formes de présence commerciale des entreprises étrangères, à savoir:</p> <p>a) Les étrangers peuvent investir dans n'importe quel secteur de l'économie sauf les suivants, qui sont réservés aux citoyens de Sri Lanka: i) prêts monétaires; ii) prêts sur gages; iii) commerces de détail avec un capital inférieur à 1 million de dollars EU; iv) entreprises de services personnels autres que pour l'exportation de prestations touristiques; enfin v) pêche littorale.</p>		

**SRI LANKA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>b) La loi sur les investissements étrangers qui s'applique aux investisseurs étrangers est la Loi n 4 de 1978 de la Commission économique du Grand Colombo (GCEC), modifiée et aujourd'hui intitulée Loi sur l'Office des investissements de Sri Lanka (BOISL) en vertu de la Loi n 49 de 1992 (amendement) sur la GCEC (ci-après dénommée "la Loi") et complétée par:</p> <p>i) le Règlement n 1 de 1978 du BOISL, modifié jusqu'à ce jour et</p> <p>ii) le Règlement n 1 de 1991 du BOISL.</p>			

## SRI LANKA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>c) Le BOISL est chargé d'approuver et de faciliter les investissements étrangers dans l'ensemble du pays, à l'exception des acquisitions d'actions à la Bourse des valeurs de Colombo et des investissements dans un certain nombre d'activités dont la réglementation relève d'autres organismes officiels, à savoir: i) la banque; ii) les établissements financiers; iii) les assurances; iv) le courtage à la Bourse de Colombo; v) les transports aériens; vi) le cabotage; vii) les succursales ou bureaux de liaison de sociétés légalement constituées hors de Sri Lanka; viii) les loteries.</p>		

**SRI LANKA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>d) Le BOISL approuve automatiquement les investissements étrangers à concurrence de 40 pour cent du capital social des sociétés qui se proposent d'exercer une activité économique désignée ci-après, à l'exception de celles qui le sont ci-dessus. Les investissements étrangers en sus de 40 pour cent (et à concurrence de 100 pour cent) dans des sociétés qui projettent d'exercer une activité économique ci-dessous, autre que celles citées plus haut, seront approuvés par le BOISL cas par cas, en concertation avec les organismes d'Etat compétents. Cette situation sera revue tous les deux ans afin de la simplifier encore. Les secteurs visés sont les suivants: i) travaux publics et bâtiments résidentiels; ii) transports collectifs; iii) télécommunications; iv) médias; v) enseignement; vi) services professionnels; vii) transitaires; viii) agences de voyages; ix) agences maritimes.</p>			

## SRI LANKA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>e) Les investisseurs étrangers qui souhaitent implanter leur entreprise en dehors d'une zone franche industrielle peuvent soit acheter soit louer les terrains à cet effet. Les particuliers étrangers qui achètent des terrains devront acquitter une taxe de 100 pour cent du prix d'achat. Cependant, si un investisseur étranger constitue légalement une société à Sri Lanka conformément à sa législation sur les sociétés et achète le terrain au nom de sa société, il sera exonéré de cette taxe quand bien même les actionnaires de la société seraient des ressortissants étrangers, car les sociétés légalement constituées à Sri Lanka conformément à sa législation sur les sociétés sont réputées équivaloir à un citoyen de Sri Lanka aux fins de cette taxe.</p> <p>- <u>Coentreprises</u>. Dans les secteurs où il peut en être constitué, si un associé de la coentreprise est une entreprise du secteur public ou un organisme d'Etat, la préférence sera donnée en matière d'accès aux fournisseurs ou sociétés qui proposent les meilleures conditions de transfert de technologie.</p>		

**SRI LANKA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) Le mouvement des personnes physiques est subordonné à la législation sri lankaise de l'immigration et de la consommation ainsi qu'aux autres lois et règlements applicables. Les étrangers qui ont l'intention de travailler ou d'exploiter une entreprise à Sri Lanka devront obtenir les permis de travail à cet effet et, également, se conformer aux règlements d'immigration.</p>		



## SRI LANKA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>II. ENGAGEMENTS SECTORIELS</b>			
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et autres services d'hébergement</u>	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 4) Dispositions de la législation du travail, de l'immigration et des douanes	1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u>	1) Néant 2) Non consolidé 3) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 4) Dispositions de la législation du travail, de l'immigration et des douanes	1) Néant 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Néant	

\* Non consolidé parce que techniquement impraticable.